



● À la une

En bref

P.08

-

● Le grand angle

Enjeux solidaires

P.23

-

● Des hommes et des territoires

Le service civique

P.37

-

● Intercours

La pause spirituelle

P.44

-



L'ACTUALITÉ INDISPENSABLE À LA
GESTION DE VOTRE ÉTABLISSEMENT



Conjuguer solidarité et sobriété

Agir pour la transition écologique

P.23

-



Le 16 novembre RDV en direct sur **fdolive**



La Journée Immobilière est un rendez-vous incontournable pour les gestionnaires immobiliers territoriaux et toutes les personnes en charge de l'immobilier scolaire au sein de nos établissements.

Pour lutter contre le changement climatique et atteindre la neutralité carbone en 2050, le législateur demande aux propriétaires et aux gestionnaires de bâtiments d'améliorer la performance énergétique de leur parc immobilier, et de redoubler d'efforts pour réduire les consommations d'énergie. Ensemble, relevons le défi de la transition énergétique et engageons les établissements vers une plus grande maîtrise de l'énergie. Pourquoi et comment réduire nos besoins en énergie ? Comment financer les actions de rénovation énergétique ?

Cette journée est organisée en collaboration avec la [Société Générale](#)



Pierre-Vincent Guéret
Président
Fédération nationale des Ogec

” Mais toi, garde la tête froide
en toute circonstance.
-Timothée 4:5

Derrière chaque croix, il y a une Pâques

Votre fédération nationale traverse une crise. Crise de gouvernance, crise sociale, difficultés budgétaires composent un cocktail bien dosé qui masque peut-être aussi des questions plus profondes de loyauté et tout simplement de sens. Dans ce décor sympathique, le conseil d'administration a choisi le 17 octobre de me confier la présidence de la Fédération, et ainsi de prendre la suite d'Hervé de Kerdrel. Hervé a su trouver l'abnégation nécessaire en assumant ses responsabilités jusqu'au jour de cette passation. Je salue sa force et son dévouement. Quant à moi, cela fait désormais 12 ans que je ne me demande plus ce que l'Enseignement catholique peut faire pour moi, car il l'a déjà fait ; alors je ne fais que lui rendre service à mon tour. Des évolutions vont donc être nécessaires : des blessures doivent être pansées, des erreurs corrigées, des ajustements posés. Les prochai-

nes étapes institutionnelles, et notamment l'AG du 25 novembre seront l'occasion d'en esquisser plusieurs, d'abord et avant tout stratégiques, avant d'en travailler ensuite la mise en œuvre opérationnelle. J'entrevois en effet déjà le besoin de réétudier nos actions au prisme de plusieurs clés de lecture :

1. Le respect des places de chacun prévues par le statut de l'EC¹, qui rend pertinent la réalité du service
2. La cohérence dans la subsidiarité avec une priorité donnée à l'appui aux fédérations départementales et régionales, premières interlocutrices des Ogec
3. Une plus forte attention portée à la diversité du réseau pour cibler son animation
4. La cohérence (encore) entre stratégie et actions
5. Un meilleur équilibre entre l'expertise technique pointue et l'accompagnement du réseau par le biais d'un transfert de savoir et de pratiques

Ours

Mag des Ogec ISSN 2729-4609 - Directeur de publication : Pierre-Vincent Guéret
Chargée de publication : Marine de Montalivet - 277 rue Saint Jacques - Paris 5^e
Tél : 01 53 73 74 40 - contact@fnogec.org - www.fnogec.org

6. Une orientation plus forte vers la production de notes d'aide à la décision et la valorisation des données de gestion à disposition sur les forfaits, les contributions familiales, les coûts et tarifs de la restauration, etc. permettant d'alimenter des dossiers nationaux, et à chaque fédération départementale d'accompagner les choix de gestion des Ogec par des comparaisons éclairées

7. La frugalité et l'efficacité dans le travail

Ces pistes ne sont pour l'instant qu'une esquisse, mais l'homme libre au milieu des ruines doit savoir sortir et voir au-delà des difficultés. Les réflexions stratégiques vont nécessiter des travaux en concerta-



tion et une remontée des besoins, d'abord avec le réseau des fédérations départementales et le Secrétariat général de l'Enseignement catholique, mais aussi avec nos partenaires de la branche ainsi que l'Apel. Ensuite, le passage aux évolutions pratiques mobilisera à la fois administrateurs et salariés. J'aimerais que ce temps soit aussi l'occasion de décliner plu-

sieurs priorités politiques qui doivent être collectives. La conquête de l'équité dans le financement de la restauration scolaire est essentielle. L'iniquité actuelle pèse environ 900€/enfant et par an : elle est un facteur majeur de discrimination de nos familles et de frein à l'accueil de tous les enfants. Le poids financier de cette problématique justifie d'y concentrer plus de forces. La recherche d'une même équité dans la rénovation du patrimoine scolaire est un autre axe clé, dont l'urgence est aggravée par l'envolée des taux d'intérêts. Elle passe par la quête d'une même bonification que celle apportée aux équipements scolaires publics dont la rénovation est devenue un programme national prioritaire. Des changements sont donc à venir, tant dans la composition de nos instances que dans les délégations associées, mais également dans notre organisation. Il ne faut pas les craindre, mais plutôt les accompagner. À ce titre, je salue d'ores et déjà le nombre important de candidats au renouvellement du conseil d'administration. Je salue aussi par avance tous les administrateurs de

Les réflexions stratégiques vont nécessiter des travaux en concertation et une remontée des besoins, d'abord avec le réseau des fédérations départementales et le Secrétariat général de l'Enseignement catholique, mais aussi avec nos partenaires de la branche ainsi que l'Apel.



I C'est ensemble que nous trouverons les solutions

fédérations départementales et d'Ogec qui sauront nous partager leurs réflexions sur des évolutions de la fédération nationale dont ils ont identifié le besoin. Je tire de mon expérience de plusieurs présidences d'Ogec la certitude que plusieurs administrateurs réunis autour de leur chef d'établissement savent toujours inventer les solutions d'avenir. J'accueillerai donc avec un intérêt marqué toute réflexion et toute information sur des initiatives et projets concrets portés par un établissement et son Ogec. Pour toutes ces raisons, j'ai confiance. Je suis tout autant convaincu que, tel un Phénix, la fédération nationale sortira de cette crise plus utile et donc plus forte, que je sais que l'Enseignement catholique est la meilleure proposition éducative à offrir à la jeunesse.

Pierre-Vincent Guéret

Contact mail : pv-gueret@fnogec.org

Si cette présidence a longtemps été inenvisagée, vous me trouverez toujours à vos côtés

J'aborde cette présidence sans programme verrouillé ni déroulé méthodique. Pour autant, je suis porteur d'une volonté qui fait de moi un combattant de l'Enseignement catholique. Je soutiens toute action et initiative qui peut l'enrichir durablement. Je suis réceptif à toute proposition dans ce sens, pour l'aider, dans le strict respect de mon périmètre de compétences. J'ai une tendresse particulière pour les bénévoles d'Ogec dont la mission est aussi précieuse qu'indispensable pour la réussite de nos établissements.

”

[...] l'Enseignement catholique est la meilleure proposition éducative à offrir à la jeunesse.

sommaire

La voix du réseau

P.03

L'édito

P.03

À la une

P.07

Actualités

P.08

Domaines d'expertises

P.10

Comptabilité & gestion

P.11

Social & RH

P.20

Immobilier & sécurité

P.22

[LE GRAND ANGLE]

P.23

Conjuguer solidarité et sobriété

Des hommes et des territoires

P.36

Le service civique

P.37

Le témoignage

P.39

Intercours

P.41

La pause ludique

P.42

La pause spirituelle

P.44

| À la une

[Actualités]

- 08 Brèves générales :
Webinar PLFSS 2024
Replay Journée Sociale
Lettre d'actu Social No.44
Conférence de rentrée du
Secrétariat général de
l'Enseignement catholique
- 09 Les webinars : des outils
d'accompagnement précieux





Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2024

Ce PLFSS est actuellement à l'examen à l'Assemblée nationale. Il vise à maîtriser les dépenses sociales et de santé et annonce tous les ans de nombreux dispositifs. Le [Groupe VVV](#) vous invite à un [webinar le 20 nov. à 11h](#) pour aborder les mesures phares.



Journée Sociale 2023 : accédez aux replay !

Si vous n'avez pas pu suivre la Journée Sociale du 4 octobre ou si vous souhaitez revoir les conférences, vous trouverez tous les replay sur notre plateforme événementielle [FDO Live](#).



Lettre Actu-social No.44 : la lettre RH qui vous met à la page

Tous les 15 jours, vous pouvez retrouver sur votre espace Isidoor la lettre *Actu-social* qui résume tout ce que vous devez savoir en matière de RH pour gérer vos salariés avec sérénité. Cette semaine,

la lettre No.44 fait le focus sur l'entretien triennal, le plafond de la sécurité sociale 2024, le congé paternité, de nouvelles jurisprudences et offres d'emploi. En savoir+ : <https://bit.ly/ActuSocial44>

L'École de la liberté responsable

S'il salue *"la place importante prise par l'Éducation dans le débat public"*, le secrétaire général de l'Enseignement catholique, Philippe Delorme, regrette *"l'effacement relatif de la liberté et de la responsabilité"* qu'il a mis à l'honneur dans sa conférence de presse de rentrée : [voir la vidéo](#)





Les webinars : de précieux outils d'accompagnement destinés à vous aider dans la gestion de vos établissements

Tous les mois, voire plusieurs fois par mois, la Fédération nationale des Ogec, vous invite à suivre des webinars pour vous accompagner dans la gestion quotidienne de vos établissements scolaires. Ces conférences en ligne sont portées par nos experts en interne en fonction des enjeux qui se dessinent ou des besoins exprimés par le réseau. Elles sont le plus souvent coanimées avec nos partenaires qui apportent leurs expertises et enrichissent les thématiques avec des réflexions qui peuvent vous aider à trouver des solutions ou à échanger avec des professionnels. Les sujets traités sont très variés et tentent de vous éclairer sur des problématiques auxquelles vous êtes confrontés, qu'elles entrent dans un contexte de crise ou non. Si vous êtes très nombreux à nous suivre,

n'oubliez pas que ces webinars sont des ressources précieuses qui sont disponibles en replay sur notre [chaîne YouTube](#) et notre [site web](#) (où vous pouvez également télécharger les supports de présentation). Si vous le souhaitez, nous pouvons vous aider à mettre en place des webinars personnalisés en fonction de vos enjeux locaux. Nous vous invitons à revoir notre dernier webinar sur la nouvelle réglementation de la [qualité de l'air](#) et les enjeux qui se jouent pour tous les établissements scolaires dont vous avez la responsabilité. Vous pouvez d'ores et déjà noter dans vos agendas le prochain webinar qui aura lieu le 21 novembre à 13h30 et qui portera sur l'accélération de la production des comptes annuels : il sera coanimé avec notre partenaire [KPMG](#) > [Je m'inscris](#)

© Adobe Stock



| Domaines d'expertise

11 Comptabilité & gestion

20 Social & RH

22 Immobilier & sécurité

23 [LE GRAND ANGLE]

Conjuguer solidarité et
sobriété





La Mutuelle Saint-Christophe assurances s'engage dans une démarche d'innovation responsable dénommée AGIR

Depuis 1970, le nombre de catastrophes météorologiques a été multiplié par cinq. Ces événements peuvent causer de lourds dégâts matériels et humains et impacter financièrement les structures, jusqu'à remettre en cause leur existence. C'est pourquoi les assureurs sont directement concernés par ces bouleversements. La [Mutuelle Saint-Christophe assurances](#) a choisi de s'engager dans une démarche d'innovation responsable dénommée AGIR. L'objectif ? Intégrer systématiquement dans ses nouvelles offres 4 engagements durables : + de transparence pour des garanties plus lisibles, + de prévention pour éviter le sinistre, + de respect de l'environnement pour limiter l'impact sur le changement climatique, + d'inclusion pour des contrats adaptés aux personnes les

plus fragiles. La prévention occupe une place prépondérante dans cette démarche. Pour y répondre, la Mutuelle met à la disposition de ses sociétaires une plateforme de formation. Le principe est facile : le responsable de la structure réalise un autodiagnostic en ligne en répondant à des questions simples de sécurité. Ceci lui permet d'obtenir une analyse détaillée avec des alertes. Des formations en ligne sont alors proposées pour améliorer les pratiques et diminuer les risques au sein de la structure. En accompagnant ses sociétaires dans une démarche de prévention, La Mutuelle fait le pari de comportements plus responsables qui contribuent à la sécurité des biens et des personnes et réduisent l'impact des sinistres sur notre environnement.

La Mutuelle Saint-Christophe assurances est engagée dans une démarche d'assureur responsable



Pour en savoir plus, consultez en ligne le dernier [rapport de responsabilité sociétale d'entreprise](#) de la Mutuelle
Article rédigé par Aline Puvilland, chargée de Mission Partenariats, Mutualité et Marchés à la Mutuelle



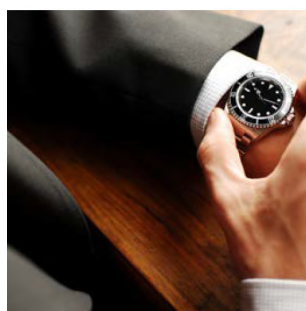
Guillaume Collet
Senior Manager Audit
Réfrent Ogec, **KPMG**

Optimiser la gestion financière grâce à une approche comptable efficace : le Fast Close

Pour garantir la pérennité des Ogec et des établissements scolaires qu'ils gèrent, il est essentiel d'adopter des pratiques comptables et financières efficaces. Le concept de "Fast Close" offre une solution moderne et agile pour répondre aux besoins spécifiques des Ogec, permettant ainsi une gestion plus transparente et rapide des ressources financières.

Le Fast Close, ou "clôture rapide" en français, est un processus comptable et financier permettant aux organisations de clôturer leurs livres comptables plus rapidement et plus efficacement à la fin de chaque période comptable, que ce soit mensuellement, trimestriellement ou annuellement. Avec le Fast Close, finies les périodes d'effervescence, souvent marquées par des nuits blanches, des piles de documents et des équipes surmenées ! Plutôt que de se plonger dans des semaines de travail acharné à la fin de chaque période, les organisations mettent en place

des systèmes et des processus qui leur permettent de clôturer leurs comptes de manière rapide et précise. En utilisant des outils technologiques avancés, les Ogec peuvent automatiser de nombreuses tâches comptables, réduisant ainsi les risques d'erreurs humaines. Cela garantit des états financiers précis et fiables. Le Fast Close permet de réduire considérablement le temps nécessaire pour clôturer les comptes. Cela libère du temps et des ressources, que les Ogec peuvent consacrer à des activités plus stratégiques. Grâce à des clôtures plus rapides, les déci-



Une clôture plus rapide



Des états financiers précis et fiables



[Prendre contact avec l'équipe Lean Finance KPMG](#)

Les Experts Lean Finance de chez KPMG proposent des ateliers collaboratifs de résolution de problèmes, par et pour vos équipes, garantissant des recommandations opérationnelles et concrètes pour améliorer votre organisation.



deurs des Ogec ont accès à des informations financières actualisées. Cela leur permet de prendre des décisions plus éclairées la santé financière de l'organisation. En automatisant les processus, les Ogec peuvent optimiser l'utilisation de leurs ressources humaines, les redirigeant vers des tâches à plus forte valeur ajoutée, telles que l'analyse financière approfondie et la planification budgétaire. Enfin, le Fast Close assure également aux Ogec d'être en conformité avec les réglementations comptables en vigueur. Cela renforce la transparence financière de l'organisation et la confiance des parties prenantes, y compris les parents, les enseignants et les bailleurs de fonds. Dans un monde où les défis financiers sont nombreux et variés, l'adoption du Fast Close devient un atout majeur pour de nombreux Ogec soucieux de maintenir leur santé financière. La mise en place du Fast Close dans les Ogec repose sur 4 enjeux :

1. Identification des Processus Critiques. Les Ogec doivent identifier les processus comptables les plus critiques et les plus fréquemment utilisés. Cela peut

inclure la gestion des frais de scolarité, la comptabilité fournisseurs, la gestion des salaires, etc.

2. Investissement dans la Technologie. L'investissement dans des logiciels comptables avancés et des systèmes ERP adaptés aux besoins des Ogec est essentiel. Ces outils automatisent les tâches répétitives et simplifient les processus complexes.

3. Formation et sensibilisation. Il est important de former le personnel aux nouvelles technologies et de

Il faut créer une logique d'amélioration continue et revisiter régulièrement sa clôture. Il est également essentiel de reconnecter les différents services [...]

Et concrètement, comment accélérer la production des comptes annuels ?

Afin d'optimiser votre processus de clôture comptable et fiabiliser votre communication financière grâce au Fast Close, nous vous invitons à consulter sur Isidoor une nouvelle [fiche pratique](#). Rédigée en collaboration avec notre partenaire KPMG, elle inclut une grille d'autodiagnostic de votre processus comptable, des techniques concrètes pour anticiper votre clôture et des conseils pratiques pour gagner en efficacité et en qualité.

sensibiliser l'équipe aux avantages du Fast Close. Une compréhension approfondie des processus améliore l'efficacité de la mise en œuvre.

4. Suivi et amélioration continue. Les Ogec doivent établir des mécanismes de suivi pour évaluer l'efficacité du Fast Close. Les retours d'expérience, les données collectées... peuvent être utilisés pour apporter des améliorations et optimiser les processus.

Conclusion

L'adoption du Fast Close est un pas essentiel vers une gestion financière moderne et particulièrement efficiente. En combinant l'automatisation des processus, la formation du personnel et une approche axée sur l'efficacité, les Ogec peuvent ainsi non seulement améliorer leur productivité interne, mais aussi renforcer leur position en tant qu'institutions éducatives de confiance et durables.



© Adobe Stock

I Courtage : attention aux mandats trop engageants !

Grâce à l'intervention d'un courtier, vous maximisez les chances d'obtenir le meilleur prix pour votre contrat. Mais ce n'est pas toujours le cas ! Attention aux mandats d'intervention de certains courtiers qui pourraient vous engager sur une souscription. Ce type de mandat permet au courtier de signer une offre à la place de l'établissement ou de son Ogec. Avec de tels mandats, aucune possibilité de se rétracter si l'offre négociée par le courtier n'est pas intéressante. Certains Ogec en ont fait les frais et payent une énergie très chère, bien au-dessus des prix de marché. Privilégiez les mandats de courtage qui n'engagent pas sur une souscription et grâce auxquels vous conservez votre liberté de signer un contrat de fourniture d'énergie.

Article rédigé par Pierre Riaud, directeur de l'agence Mon Courtier Energie de Vannes

Quels mandats d'intervention privilégier pour garder sa liberté de choix ?

Privilégiez les mandats sans engagement qui laissent la possibilité de refuser l'offre proposée par le courtier. Ces mandats prévoient une simple autorisation d'accès aux données de consommation du client auprès des gestionnaires de réseau et une sollicitation des fournisseurs d'énergie entièrement gratuite. Le courtier est rémunéré directement par le fournisseur si un contrat de fourniture en énergie est signé, sur le même modèle que le courtage en assurances. [Mon Courtier Energie](#) a opté pour ces mandats.

”

Attention aux mandats d'intervention [...] qui pourraient vous engager sur une souscription.



Une solution simple et efficace pour recycler les biodéchets et éviter de les incinérer : la mise en place d'une filière de compostage sur place.
© Adobe Stock

Tri des biodéchets de la cantine : c'est bientôt obligatoire pour tous !

À partir du 1^{er} janvier 2024, tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets seront tenus de mettre en place un tri à la source de ces biodéchets, quelle que soit la quantité de déchets qu'ils produisent. Cette obligation, qui n'est pas nouvelle pour les gros producteurs de biodéchets, va donc concerner tous les établissements scolaires qui ont un service de cantine dès le mois de janvier. Comment s'y conformer ?

Deux grands types de solutions existent : le compostage et la collecte séparée. Le compostage sur site est la solution la moins chère et la plus adaptée aux petits producteurs de biodéchets. Facile à mettre en place, le compostage doit respecter certaines conditions (ex: seuil maximal d'une tonne par semaine, suivi du site par une personne formée, restriction dans l'utilisation du compost, etc).

„ À partir du 1^{er} janvier 2024, tous les producteurs de biodéchets seront tenus de trier [...] ces biodéchets

post, etc. La collecte séparée des biodéchets peut être mise en oeuvre en faisant appel à des prestataires extérieurs (prestataire privé ou collectivité territoriale). Cette solution, plus coûteuse en raison

du transport, est particulièrement adaptée aux productions importantes de biodéchets. La filière est en train de se structurer pour répondre à cette nouvelle obligation. Renseignez-vous !

Pour plus de détails sur ces deux solutions et vous aider à y voir plus clair, consultez la fiche pratique dédiée sur Isidoor : <https://infos.isidoor.org/kb/gestion-des-biodechets-issus-de-la-restauration/>



Analyse et décryptage des marchés financiers : bilan 2023 à date et perspectives pour la fin de l'année

Depuis l'édito publié début 2023, la décélération de l'inflation s'est accentuée, l'économie européenne a crû de manière modeste, contrairement aux États-Unis, et les banques centrales ont poursuivi leurs hausses de taux. L'année a toutefois réservé son lot de surprises. Que peut-on maintenant attendre des derniers mois de l'année ?

En début d'année, plusieurs narratifs se sont enchaînés : la désinflation outre-Atlantique, l'espoir suscité par la fin des confinements en Chine et la perspective d'une moindre agressivité des banques centrales. Les investisseurs et les prévisionnistes sont ensuite devenus cyclothymiques, escomptant tantôt un ralentissement de l'économie couplé à une baisse de l'inflation, une économie sous haute pression accompagnée d'une forte inflation ou bien une récession. La faillite de plusieurs banques américaines, puis les déboires du Crédit Suisse, ont ensuite instillé le doute dans le marché. Les craintes

liées aux événements bancaires se sont finalement rapidement évaporées. La focale s'est alors portée sur la persistance de l'inflation. En zone Euro, l'inflation totale (incluant énergie et alimentation) est ainsi passée de 9,2% sur un an en décembre 2022 à 4,3% en septembre 2023 (données préliminaires) sous l'impulsion de puissants effets de base (baisse des cours des matières premières, rétablissement des chaînes logistiques, etc.). L'inflation cœur (hors énergie et alimentation) a connu un parcours plus erratique, passant de 5,2% à 4,5%. L'évolution des indices de prix est toutefois

hétérogène. À titre d'exemple, l'inflation calculée sur les 12 derniers mois est de -0,3% aux Pays bas, tandis qu'en France, elle s'est établie à 5,6%, contre 6,9% fin 2022. Notons également que la progression des prix du pétrole sur les quatre derniers mois complexifie l'exercice de prévision. En termes d'activité, les statistiques publiées en zone Euro pointent vers une détérioration du secteur manufacturier ainsi que de celui des services. Contrairement à l'hiver 2022, l'incertitude sur les stocks de gaz a en revanche largement diminué. En Chine, la reprise subséquente au déconfinement peut être quali-



Florent Wabont
Économiste chez Ecofi
Groupe Crédit Coopératif



” En zone Euro, l'inflation totale est passée de 9,2% sur un an en décembre 2022 à 4,3% en septembre 2023.



fiée d'ambivalente. Le secteur des services s'est peu ou prou stabilisé, mais les indicateurs manufacturiers, industriels et immobiliers demeurent pénalisés. L'économie américaine a quant à elle prouvé sa vigueur, montrant même des signes de "réaccélération" au cours du 3^e trimestre, par le biais de la consommation des ménages, de l'emploi ou encore de la production industrielle. Le stress bancaire n'ayant (à ce stade) fait que peu de dégâts, les banques centrales ont privilégié la stabilité des prix. Elles ont ainsi, pour la plupart, décidé de poursuivre leurs efforts en matière de resserrement monétaire. Toutefois, à fin septembre, l'acmé de ce cycle semble en passe



d'être atteint, les baisses de taux dans le monde commençant à prendre le pas sur les hausses. Les grandes banques centrales ne sont cependant pas encore enclines au desserrement, et se fixent plutôt sur leur mantra "plus haut pour plus longtemps". Derrière cela, se trouve la notion du délai de transmission de la politique monétaire vers l'économie et

de son incidence (sur l'inflation, la croissance...), habituellement associé au terme « long et variable ». La probabilité d'atteindre la cible d'inflation à moyen terme reste la variable clé. Il s'agit d'une question de crédibilité. A fin septembre 2023, le taux directeur de la Fed se situe sur la fourchette 5,25%/5,50% et le taux de facilité de dépôt de la BCE à 4%. L'inflation devrait poursuivre sa décrue, de manière plus tortueuse désormais. L'activité devrait rester morose en zone Euro. En outre, les effets de la politique monétaire n'ayant pas encore été totalement retranscrits, les risques sont désormais croissants pour 2024, tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Enfin, la toute récente attaque terroriste en Israël pourrait avoir un impact sur la dynamique des prix du pétrole, et in fine sur l'inflation...

En savoir + sur Ecofi

Ecofi est une entreprise à mission, une société engagée dans l'Investissement Socialement Responsable (ISR) de longue date avec la création de son premier fonds ISR en 2000 : <https://www.ecofi.fr>

Les effets de la politique monétaire n'ayant pas encore été totalement retranscrits, les risques sont désormais croissants pour 2024, en Europe et aux États-Unis. La toute récente attaque terroriste en Israël pourrait avoir un impact sur la dynamique des prix du pétrole, et in fine sur l'inflation...



Placement à impact, finance éthique : de quoi parle-t-on exactement ?

Le contexte économique offre de nouvelles opportunités pour placer son argent. Oui mais comment investir tout en répondant aux enjeux écologiques et sociaux ? La finance à impact porte en elle une partie de la solution. De quoi s'agit-il ? Quels sont les investissements dont l'impact peut être mesuré ? Ecofi, société de gestion du Crédit Coopératif, vous donne les clés de compréhension d'une finance qui agit.

Définir l'impact

Selon le ministère de l'Économie et des Finances, la finance à impact désigne *"tout investissement qui recherche explicitement et simultanément rentabilité économique et la création d'un impact social et environnemental positif et mesurable"*. Elle vise à accélérer la transformation juste et durable de l'économie réelle, en apportant une preuve de ses effets bénéfiques. C'est aussi un engagement nécessaire pour assurer les épargnants de l'impact positif de leurs investissements. Pour définir l'impact, nous nous appuyons sur la définition élaborée par le groupe de travail sur l'investissement à impact organisé par le FIR¹ et France Impact auquel Ecofi a participé qui définit 3 points clés :

1. Volonté intentionnelle de l'investisseur de contribuer à générer un bénéfice social ou environnemental mesurable.
2. Contribution particulière et directe de l'investisseur permettant à l'entreprise investie d'accroître l'impact net positif généré par ses activités et de répondre à la question : *"si l'actif n'avait pas été financé par cet investisseur en particulier, quelle serait la différence ?"*
3. Mesure d'impact, soit l'évaluation des externalités sociales ou envi

Comment entrer dans une démarche d'investissement socialement responsable ?

Pour en savoir plus sur le sujet, nous vous invitons à regarder le [replay du webinar](#) du 10 juillet dernier coanimé par la Fédération nationale des Ogec, le Crédit Coopératif et Ecofi sur le thème : *Placements financiers : comment optimiser performance et impact social ?*

© Adobe Stock



¹Forum pour l'Investissement Responsable. Créé en 2001, le FIR est une association multi parties prenantes (investisseurs, sociétés de gestion, intermédiaires financiers, agences de notations extra-financières, ONG, associations et personnalités qualifiées) qui a pour objet social de promouvoir et développer l'investissement responsable et ses meilleures pratiques



ronnementales des investissements, à l'aune des objectifs d'impact intentionnellement poursuivis par l'investisseur.

Finance solidaire, label ISR. comment s'y retrouver

Née avec la finance solidaire et l'investissement non coté, la notion s'est élargie à l'investissement socialement responsable (ISR), soit les entreprises cotées. Concernant la finance solidaire (qui fête ses 40 ans cette année avec la création par le Crédit Coopératif et Ecofi, avec le CCFD-Terre Solidaire, du premier fonds de partage en Europe) la mesure d'impact est intrinsèque à sa mission. Elle permet ainsi par exemple, de connaître le nombre d'espaces naturels qui



ont été protégés ou le nombre de personnes vulnérables relogées. Pour en savoir plus, nous vous invitons à lire notre [Rapport solidaire](#). Pour l'ISR, mesurer l'impact des investissements constitue un enjeu majeur plus complexe. La réglementation SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation), par exemple, vise à promouvoir la durabili-

té dans le secteur de la finance en Europe en distinguant de façon transparente les investissements "verts" des autres investissements. Ceci se concrétise par la mise en place des facteurs de durabilité (PAI), soit les incidences négatives de durabilité en matière ESG. Avec une gestion 100% ISR² et en tant qu'entreprise à mission, Ecofi est déjà engagée dans l'impact, avec la mise en place d'indicateurs sur l'environnement, le social et la gouvernance dans tous nos reportings ou la mesure de la qualité du dialogue avec les entreprises... Chez Ecofi, nous avons donc une vision transversale de l'impact, avec la volonté de le mesurer sur toutes nos stratégies de gestion (ISR, thématique, solidaire, partage, vote, dialogue) pour concilier performance financière et impact positif pour l'Homme et la Planète. Pour Ecofi, société de gestion engagée, la finance durable, c'est **ESSENTIEL** : en investissant dans des fonds ISR et solidaires, Ecofi agit pour accélérer la transition écologique et énergétique, les enjeux sociaux et environnementaux ainsi que les enjeux de développement durable.

Chez Ecofi, nous avons donc une vision transversale de l'impact, avec la volonté de le mesurer sur toutes nos stratégies de gestion (ISR, thématique, solidaire, partage, vote, dialogue) pour concilier performance financière et impact positif pour l'Homme et la Planète.

Article corédigé par François Lett, directeur du département éthique et solidaire, et Mathilde Salama, directrice communication et RSE - Ecofi (Groupe Crédit Coopératif)

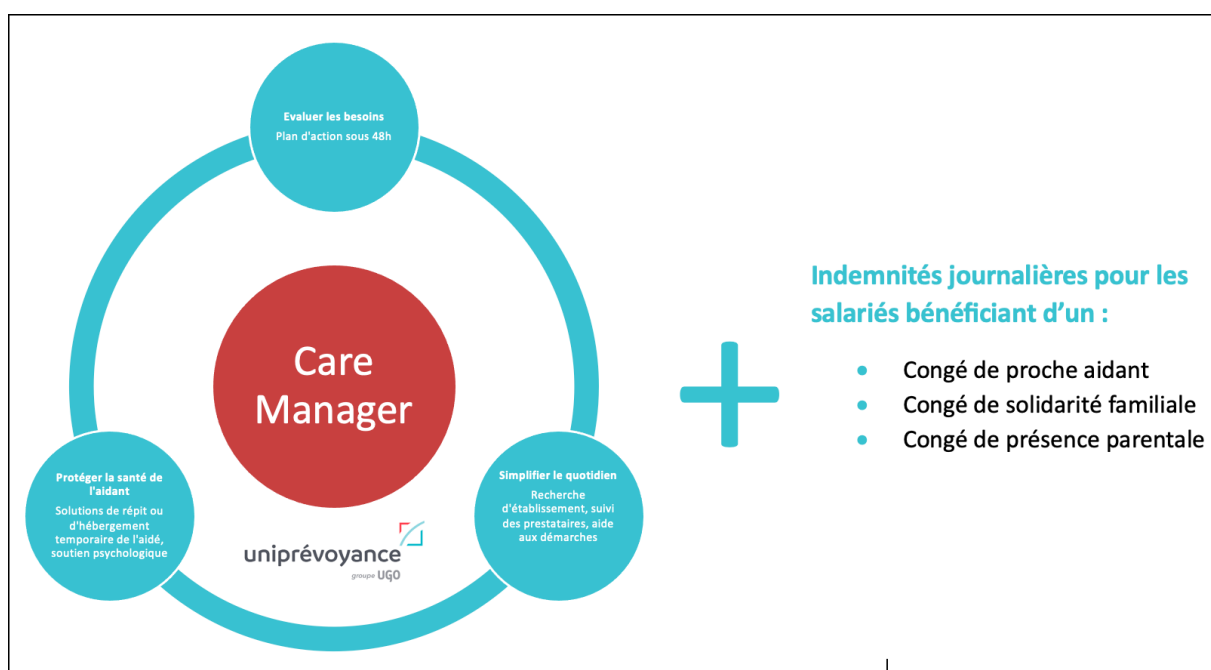
²Selon la méthodologie d'Ecofi (hors 2 fonds indexés)
12 fonds ont aussi le label ISR

Parce qu'ils représentent un enjeu social, sociétal et économique important, comment soutenir les aidants familiaux ?

Pour un ascendant, un conjoint ou encore un enfant, nous sommes tous des aidants en puissance ! Actuellement 1 français sur 6 est concerné par l'aidance, et plus de la moitié des aidants sont des actifs. 90% des personnes concernées qui ont été interrogées évoquent du stress, de l'anxiété, de la fatigue et des troubles physiologiques. 26% s'absentent 16 jours/an en plus de leurs congés. 44% ont du mal à concilier vie privée et professionnelle. Autant de données qui font de la situation de proche aidant un enjeu social, sociétal, mais aussi économique. Les partenaires sociaux de l'enseignement privé -à travers des travaux menés par le groupe de travail RSE-, la commission EEP Prévention ainsi que les commissions de santé et de prévoyance, souhaitent intégrer l'accompagne-

ment des aidants dans une démarche RH et de qualité de vie au travail. Au-delà des solutions déployées par les établissements, les partenaires sociaux réfléchissent à mettre en place deux types d'accompagnement. Un premier volet de services à destination des aidants, avec un accompagnement personnalisé pour évaluer les besoins de l'aidant, simplifier son quotidien et préserver sa santé. Il s'agit par exemple de trouver une solution de répit, mettre en place un accompagnement psychologique ou rechercher les aides disponibles. Un second volet indemnitaire pour compléter les indemnités versées par la Caf pour les congés de Proche aidant, de solidarité familiale ou de présence parentale. Afin d'aider à la prise de décision, les partenaires sociaux ont recensé les

© Uniprévoyance





© Uniprévoyance

I "Aide aux aidants" : notre service d'accompagnement

services existants proposés par les assureurs recommandés du régime EEP Santé. Pour rappel, à ce jour, ni le contrat frais de santé EEP, ni les contrats de prévoyance EEP ne proposent de garanties pour les aidants. Le 28 septembre dernier, le groupe de travail RSE a rencontré notamment l'assureur Uniprévoyance concernant ses services d'accompagnement des aidants. Uniprévoyance a présenté son service "Aide aux aidants" qui prévoit deux volets distincts :

1. Un volet avec ses services d'assistance à l'aidant qui pourraient s'inscrire dans un cadre de prévention
2. Un volet d'indemnités complémentaires pour les aidants qui compléterait le régime de prévoyance des personnels Ogec.

Article rédigé par Jean-Philippe Martinez, responsable Relations Extérieures et Communication chez Uniprévoyance

Uniprévoyance : 45 ans d'existence et d'expérience au service de la santé et de la prévoyance

Depuis plus de quarante ans, nous faisons passer la solidarité et l'intérêt collectif au premier plan de nos préoccupations, au seul bénéfice de nos entreprises adhérentes et de leurs salariés. Uniprévoyance est une Institution Paritaire de Prévoyance qui existe depuis 1978. Elle est restée une institution à taille humaine, adaptable et innovante. Elle bénéficie en même temps d'une solide expérience de la gestion paritaire qui a ancré et sécurisé son activité au bénéfice des salariés et des entreprises.

<https://bit.ly/Uniprevoiance>

”

1 français sur 6 est concerné par l'aidance, et plus de la moitié des aidants sont des actifs.



Boostez votre sobriété énergétique : participez au challenge Cube.S !

Avec 17 % d'économies d'énergie en moyenne sur une année, le **concours Cube.S** est un moyen efficace de booster votre sobriété énergétique. Réduire ses consommations d'énergie en associant toute la communauté éducative, tel est l'objectif du concours Cube.S, un challenge ludique, ouvert cette année à tous les établissements scolaires, écoles comprises.

Pour son édition 2023, le concours Cube.S évolue et devient ACTEE Cube.S, un programme partiellement financé par les CEE¹ qui offre un accompagnement à la fois sur les aspects techniques des économies d'énergie (ex. pré-diagnostic, identification de leviers d'actions, définition d'un plan d'action, suivi

suivi des consommations), sur les aspects d'usages et de confort (ex. sensibilisation à l'accompagnement au changement, aide à la réalisation d'une enquête confort...) et sur les aspects pédagogiques. Ce concours fait partie du Championnat de France des économies d'énergie qui récompense chaque

année les acteurs vertueux. Ce défi ludique permet aux élèves et aux enseignants d'être proactifs dans le processus de réduction des consommations d'énergie. Tous les ans, des établissements catholiques d'enseignement sont **récompensés** pour leurs actions. Ce challenge permet tout particulièrement d'améliorer le confort de tous, de faire des élèves des ambassadeurs du développement durable et de se préparer aux obligations liées au dispositif Éco-Énergie-Tertiaire en quantifiant les économies d'énergies et en mesurant la progression. Challengez-vous et inscrivez vous d'ici les vacances de Noël ! Pour en savoir + : <https://bit.ly/ActeeCubeS>

*Certificats d'économies d'énergie



La Mutuelle Saint-Christophe assurances¹ offre une aide financière à ses sociétaires

S'inscrire au concours Cube.S coûte entre 1 150 € pour les écoles à 3 600 € pour les lycées. La Mutuelle Saint-Christophe facilite l'inscription de ses sociétaires en participant aux frais d'inscription. Pour en savoir +, contactez-nous² avant le 30 novembre.

¹Les modalités de financement de la Mutuelle Saint-Christophe assurances varieront en fonction du nombre d'établissements intéressés

²Pour nous contacter : s-pouverreau@fnogec.org

Conjuguer solidarité et sobriété

La démarche prospective initiée par le Secrétariat général de l'Enseignement catholique invite les Ogec et les établissements scolaires qu'ils gèrent à "Conjuguer sobriété et solidarité".

Pourquoi ? Comment ? Ce dossier spécial a pour objectif d'expliquer le sens de cette invitation, de proposer des actions qui concourent à la responsabilité sociale et économique des établissements, à une gestion sobre des ressources et à une solidarité effective, et enfin d'aider les Ogec et les établissements à se mettre en mouvement.





Jacques Dautais, administrateur de la Fédération nationale des Ogec et référent des enjeux économiques et financiers des Ogec

” La parfaite raison fuit toute extrémité, et veut que l'on soit sage avec sobriété.
-Molière, *Le Misanthrope*

Conjuguer solidarité et sobriété : comment passer à l'action ?

La démarche prospective du Secrétariat général de l'Enseignement catholique (Sgec), entrée dans une phase de mise en oeuvre depuis janvier 2023, invite les établissements et leurs Ogec à initier des projets qui concourent à douze programmes d'actions. Parmi ces programmes, les Ogec et les établissements qu'ils gèrent sont invités à faire des efforts et à agir pour conjuguer solidarité et sobriété. C'est le programme P11 de la démarche prospective du Sgec : *"Si le nerf de la guerre reste la qualité de la proposition éducative de l'Enseignement catholique, celle-ci réclame que les ressources humaines, autant que la dimension économique, soient bien prises en compte.* Les initiatives d'expérimentation/expertise relevant de ce programme concernent des actions qui concourent à la responsabilité sociale et économique de nos établissements scolaires et des structures de

l'Enseignement catholique, à une gestion sobre des ressources dont ils disposent et à une solidarité effective. Le grand angle de ce numéro a pour objectif de vous aider à comprendre le sens de cette invitation et à passer à l'action. Pour réaliser ce dossier, nous avons rencontré des experts, interrogé des partenaires de notre fédération, cherché des initiatives intéressantes et recueilli des témoignages inspirants. Nous avons aussi mené une enquête sur la tarification sociale des contributions des familles -moyen efficace de promouvoir la solidarité entre les familles d'un établissement scolaire- et travaillons sur une méthodologie facilitant sa mise en place. Avec ce grand angle, nous espérons que vous aurez compris l'enjeu de ce programme et qu'il vous sera ainsi plus facile de passer à l'action pour aller vers plus de sobriété et de solidarité, ensemble.

Journée Gestion : RDV le 26 mars 2024

Temps fort pour les gestionnaires d'écoles, cette journée constitue un moment de rencontres et de réflexions prospectives dans l'objectif de forger une culture commune relative aux modalités de gestion des activités d'enseignement.



Mener une réflexion sur la sobriété, c'est agir pour la transition écologique et rendre possible plus de solidarité

De nombreuses études s'accordent sur la nécessité de repenser nos modes de consommation et de production pour atteindre l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. La sobriété devient, pour certains, un changement de cap nécessaire pour que les Ogec soient des acteurs engagés du monde de demain mais c'est aussi, grâce aux économies réalisées, un levier utile pour actionner plus de solidarité.

Repenser nos modes de consommation pourrait se résumer ainsi : moins acheter (acheter uniquement ce dont nous avons besoin) et mieux acheter (privilégier des fournisseurs locaux et responsables, acheter des produits de meilleure qualité pour allonger leur durée de vie, opter pour la seconde main lorsque cela est possible, réfléchir à la mutualisation de matériel, etc.). Cette démarche, qui peut être personnelle - qui n'a pas un ami qui achète des vêtements de seconde main ou made in France - peut aussi être collective et portée par une entreprise, une organisation. Pour Pierre-Yves Gomez, économiste interviewé dans ce dossier spécial, "toutes les organisations ont un rôle social et elles doivent être acteurs de cette transformation." Certaines organisations ont pris conscience de leur rôle social et ont déjà opéré un virage stratégique. Le Cèdre, centrale de référé-

rencement partenaire de la FDO, est engagé depuis de nombreuses années dans une conversion écologique après avoir pris conscience collectivement de la nécessité de sauvegarder la maison commune. Le prix ne peut plus être le seul critère de choix d'un achat, c'est le coût global de possession qui doit être analysé. "C'est un vrai changement de paradigme qui demande du temps et de l'énergie mais nous sommes engagés dans cette transformation pour notre activité et pour mieux accompagner nos adhérents, en les aidant notamment à réfléchir à leurs besoins.", nous confie Gonzague Le Bigot, directeur de l'écologie intégrale et des relations institutionnelles au Cèdre. D'autres organisations ont même le dernier rapport du GIEC comme feuille de route. C'est le cas de Pocheco par exemple. Cette PME installée dans le Nord de la France est engagée depuis 25 ans dans une démarche de conversion écologique. Pour Emmanuel Druon, son directeur général qui déborde d'idées innovantes et inspirantes, "les salariés peuvent changer le monde au quotidien dans leur entreprise, c'est juste une question d'engagement individuel et collectif."¹ Il a à cœur de montrer que cette démarche écologique, même si elle nécessite des investissements, permet de faire des

Repenser nos modes de consommation, c'est mener une réflexion engagée sur comment moins acheter et mieux acheter. Cette démarche peut tout à fait être collective et même portée par un établissement scolaire.

¹Extrait du podcast "Chacun sa route" de France Inter > "Fusionner écologie et économie : l'écologie" avec Emmanuel Druon (5 août 2020)



économies. C'est ce qu'il appelle "l'écolonomie".

La sobriété, c'est un réel changement de cap auquel le Pape François nous appelle tous. Rappelons que dans l'encyclique *Laudato Si'*, le pape François invite les catholiques du monde entier, et plus largement tous les hommes de bonne volonté, à entrer sur le chemin de la sobriété, non pas une sobriété qui serait une punition pour ceux qui la pratiquent mais une sobriété heureuse (LS n°224).

Si la sobriété n'est pas encore une aspiration majoritaire, de nombreux Ogec ont pris conscience de la nécessité de s'engager dans une telle démarche, au moins sur le plan énergétique. En effet, l'explosion



du prix de l'énergie l'hiver dernier a fragilisé les finances de nombreux Ogec et il est devenu indispensable d'aller vers plus de sobriété énergétique et d'impulser un changement des habitudes pour limiter la consommation d'énergie.

Aller vers plus de sobriété, c'est aussi faire des économies. Dans les petits établissements ruraux qui

ont peu de moyens, cette sobriété existe depuis longtemps. Il faut comprendre que moins de gaspillage à la cantine c'est aussi moins de denrées alimentaires achetées, moins d'espace utilisé c'est moins de pièces à chauffer, moins de copies imprimées c'est moins de papier à acheter ... Et ces économies sont bienvenues dans un contexte contraint de financements publics. Elles sont aussi utiles pour proposer un juste niveau de contribution des familles et favoriser la mixité. Consommer raisonnablement, limiter le gaspillage, ne pas surdimensionner un projet immobilier, mettre en concurrence les fournisseurs pour obtenir des tarifs justes, etc. sont autant d'actions qui permettent de fixer des montants de contributions en lien avec les besoins réels de l'Ogec. C'est aussi faire une juste utilisation des financements publics dont les Ogec bénéficient. En cette rentrée scolaire, prenons le temps de mener une réflexion sur nos modes de consommation et opérons un changement de cap vers plus de sobriété pour une solidarité effective.

**À tous les administrateurs
Ogec et les chefs
d'établissement : profitons
de cette rentrée scolaire
pour mener une réflexion
sur nos modes de
consommation et opérer ce
changement de cap vers plus
de sobriété pour une
solidarité effective.**



Pour Pierre-Yves Gomez, les Ogec doivent revoir leur consommation mais aussi apprendre aux jeunes à mieux consommer

Acteurs de l'économie sociale et solidaire, les Ogec ont un rôle à jouer dans l'économie de demain. Nous avons interrogé **Pierre-Yves Gomez**, économiste, docteur en gestion et professeur à EM LYON Business School, qui connaît bien le monde des Ogec pour lui demander quel était ce rôle. Celui-ci invite les Ogec, de toute urgence, à s'engager dans la voie de la sobriété et de la solidarité.

L'évidence d'un dérèglement climatique dans les prochaines décennies est désormais un lieu commun dans l'esprit du temps, même si l'on ne connaît pas l'ampleur et la violence de ce bouleversement dont l'échéance dépasse l'expérience humaine courante. Depuis de nombreuses années, nous avons surconsommé des ressources sans nous rendre compte que nous créons une énorme dette économique, sociale et environnementale. Mais nous avons dorénavant conscience que la surconsommation détruit les conditions de vie des générations futures. Par ailleurs, le rôle social des

des organisations et des entreprises est de plus en plus important. Elles doivent tenir compte de la société dans les décisions qu'elles prennent pour être crédibles auprès de leurs clients, de leurs collaborateurs, de la société elle-même. C'est une exigence mais c'est aussi une opportunité de donner du sens à ce qu'elles font. En plus d'une mission d'éducation, les Ogec ont bien évidemment ce rôle social. Les décisions qu'ils prennent doivent tenir compte de la réalité du monde de demain. Et cette réalité c'est un appauvrissement des ressources. Il est donc nécessaire de s'engager dans la

voie de la sobriété par solidarité avec les générations futures, surtout lorsque les décisions ont des impacts à long terme (ex: travaux de rénovation qui engagent sur 10 ou 20 ans). Cela demande une éducation des responsables car il y a des habitudes, une inertie du passé. "On a toujours fait comme cela" diront certains, "on n'a pas de budget" diront d'autres mais pourtant il faut ouvrir le débat et engager cette transformation. Les établissements qui n'auront pas ce souci du "bien consommer", qui n'éduqueront pas leur élèves à la consommation responsable passeront à côté de leur mission.



Pierre-Yves Gomez
Economiste



„ Les établissements qui n'auraient pas ce souci du "bien consommer" [...] passeront à côté de leur mission.



Les achats sont au cœur d'une réflexion sur la sobriété : nos conseils pour vous aider à organiser cette réflexion

Il est d'abord recommandé de faire un état des lieux de votre politique d'achats : Quelles sont les différentes familles d'achats (informatique, alimentaire, fournitures scolaires, équipement, produits d'entretien, etc.) ? Quelles sont les bonnes pratiques déjà adoptées (fréquence d'achat, quantités, qualité, approvisionnement local...) ? Quelles sont, à l'inverse, les mauvaises pratiques à éliminer ou à limiter ? Parmi les pratiques et les types d'achats identifiés, il est ensuite recommandé de choisir des actions faciles et plus rapides à mettre en place. On peut aussi s'intéresser en priorité aux aspects les plus problématiques et/ou ayant l'impact le plus négatif. L'idée est de maximiser les bons résultats. Enfin, il s'agit d'encadrer les achats avec de nouvelles règles. L'Ogec est

invité à définir avec le chef d'établissement, ou l'attaché de gestion le cas échéant, une politique d'achat qui deviendra la boussole à suivre avant d'acheter.

1. Au-delà de quel montant une mise en concurrence de plusieurs fournisseurs et une validation du conseil d'administration sont-elles nécessaires ?
2. Quels équipements pourraient être empruntés, loués, achetés d'occasion ou reconditionnés, mis en commun avec d'autres écoles plutôt qu'achetés ?
3. Quels engagements éthiques, sociaux, environnementaux exige l'Ogec de la part des fournisseurs ?
4. Pour quelles familles d'achat faut-il privilégier un approvisionnement local ?
5. Qu'est-ce qui pourrait être acheté auprès d'un Ésat (Établissement et service d'aide par le travail)¹, etc. ?



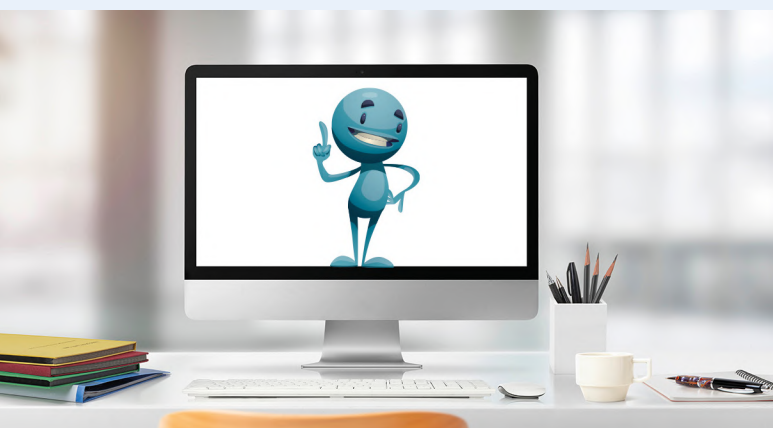
¹Structure employant des personnes handicapées



¹Responsabilité Sociétale des Entreprises

Pour changer vos pratiques et aller vers plus de sobriété et de RSE¹, quelles questions se poser ?

Faire une liste à la Prévert de ce qui pourrait être entrepris en matière de politique d'achat dans vos établissements scolaires n'a pas beaucoup de sens car cela va dépendre de nombreux paramètres tels que la taille de votre établissement, sa santé financière et vos marges de manœuvre, son emplacement géographique, la capacité de votre organisation à changer, le temps que les dirigeants peuvent allouer aux achats, etc. Nous préférons donc vous proposer des questions que nous vous invitons à vous poser, famille d'achat par famille d'achat, pour guider votre réflexion sur la sobriété et la responsabilité sociétale de votre organisation. Commencez par les familles d'achat qui ont le plus d'impact !



Quelles questions se poser en matière de sobriété ? Consultez la documentation Isidoor

Découvrez l'intégralité des questions que nous vous invitons à vous poser, famille d'achat par famille d'achat, dans une nouvelle [fiche pratique](#) disponible et téléchargeable dans la documentation Isidoor.

A titre d'exemple, quelles questions se poser pour plus de sobriété et de responsabilité sociale et environnementale en matière de restauration ?

Quels sont les engagements sociaux (ex : santé, sécurité des salariés, etc.) du prestataire de restauration ? Quelle est la part de produits bio, labellisés et locaux dans les achats de denrées alimentaires ? Le poids des déchets alimentaires est-il estimé et suivi ? Des objectifs de réduction ont-ils été fixés ? Le nombre

de composantes et le nombre de choix pourraient-ils être limités (ex : 4 composantes sans choix) ? Une table d'échange¹ pourrait-elle être installée ? Les enfants peuvent-ils se servir en petite quantité s'ils n'ont pas faim et se resservir si besoin ? Un système de précommande pourrait-il être proposé ? Etc.

¹Une table d'échange permet aux élèves de déposer les produits non consommés que d'autres pourront venir chercher.

Article rédigé par Clarisse Walckenaer, chargée de mission au sein du pôle Economie-Gestion de la Fédération nationale des Ogec

Acheter n'est pas seulement un acte économique, mais toujours aussi un acte moral (Benoît XVI, Caritas in veritate)



Pierre-Antoine Colas
Directeur, Le Cèdre

Avec l'écologie intégrale comme boussole, notre groupement d'achat **Le Cèdre** contribue à l'avènement d'un monde économique plus respectueux de l'Homme et de la planète en travaillant avec toutes les parties prenantes de notre écosystème : adhérents (établissements scolaires, EHPAD, diocèses, associations, entreprises...) et fournisseurs référencés.

Face au réchauffement climatique et à la raréfaction des ressources naturelles, nous avons tous le choix entre une sobriété choisie et une pauvreté subie. Laudato Si nous inspire pour changer de paradigme par la sobriété et la solidarité, pour revoir nos habitudes de consommation et d'achat. Quand nous sommes capables de dépasser l'individualisme, un autre style de vie peut réellement se développer et un changement important devient possible dans la société (LS 208). Les achats sont un levier majeur de cette trans-

formation. Pourquoi et comment exercer sa responsabilité ? La première étape du cycle d'achats est cruciale pour vivre la sobriété : évaluer les besoins réels et usages, pour acheter le juste nécessaire et pas plus. Vient ensuite le choix du bon produit selon les critères fixés (écoconception, taux de recyclabilité, achat d'occasion, produits régionaux...) puis la sélection du fournisseur qui fabrique ce produit dans les conditions les plus favorables au regard de l'écologie intégrale. La politique d'achats responsables ne peut se faire en circuit fermé depuis le bureau de l'économe ! Tout le monde a son rôle à jouer en interne. L'enjeu est de créer une solidarité dans l'établissement scolaire pour identifier, ensemble, des évolutions dans les pratiques d'achat permettant une utilisation plus sobre des ressources. Acheter moins et mieux permet une **performance achat intégrale** : économique, sociale et environnementale, à condition de considérer l'ensemble du cycle achat et pas seulement chercher le prix le plus bas. J'oriente le travail des équipes dans ce sens pour aider nos adhérents à faire des économies durables et résilientes, et co-construire des façons d'acheter plus sobres.



Retrouvez des solutions d'achats responsables adaptées aux Ogec proposées par Le Cèdre



Sobriété numérique : comment s'inscrire dans une démarche responsable ?

C'était le thème de l'ISI Day 2023, journée de visio-conférences organisée par la Fédération des Ogec le 4 avril dernier. Mon numérique est-il adapté à mes besoins ? Comment vous emparer du sujet et mesurer vos progrès ? Quel lien peut-on faire entre numérique et environnement ? Afin d'y répondre, des intervenants de différents horizons sont venus partager leurs expériences et leurs conseils pour une utilisation plus raisonnable de la technologie. Retrouvez l'ensemble des conférences en replay sur FDO Live. Une rubrique dans la documentation d'ISI Data est consacrée à la sobriété numérique, vous y trouverez des conseils pour les établissements et les usagers : <https://bit.ly/IsidoorSobNum>



© Adobe Stock

Sobriété énergétique : des économies d'énergie encore indispensables

Même si les prix du gaz et de l'électricité sont assez stables depuis le mois de mai, ceux-ci restent supérieurs à ceux que nous avons connus avant la crise de l'été 2022, et les marchés restent vulnérables à de brusques envolées (en cas d'hiver rigoureux par exemple). Pour contenir le budget des Ogec, mais aussi pour aller vers la neutralité carbone visée par l'État en 2050, nous devons continuer à faire des efforts pour réduire notre consommation d'énergie. Quelles mesures privilégier pour faire rapidement des économies ? Comment mobiliser les usagers ? De nombreux guides ont été publiés l'automne dernier pour aider les ERP¹ à faire des économies d'énergie. Vous pouvez retrouver ces guides en ligne sur la plateforme Isidoor ainsi que des recueils de bonnes pratiques et un webinar co-animé par l'IFPEB et le Cerema, deux experts de la performance des bâtiments, qui montre que sans investissements de rénovation énergétique lourds, d'importantes économies d'énergie restent possibles grâce à des actions simples et à la mobilisation des usagers. En savoir + : <https://bit.ly/IsidoorSobEn>

¹Établissement recevant du public

Mieux imprimer c'est possible en travaillant sur le dimensionnement des équipements, leur durée de vie et les usages



Jean-Eudes Pouchain
Consultant associé, Naxan
Expertise & Conseils

Dans les établissements scolaires, les impressions sont nécessaires pour des raisons pédagogiques et administratives évidentes. Mais imprimer a un impact écologique qui mérite de se poser la question suivante : comment mieux imprimer ? **Naxan Expertise & Conseils**, bureau d'études et de conseils indépendant dans l'optimisation des moyens d'impression, nous dit comment.

Pour Naxan Expertise & Conseils mieux imprimer c'est prendre trois engagements. Le premier et le plus important, c'est bien dimensionner ses équipements en veillant à une vitesse d'impression en lien avec ses besoins et en choisissant uniquement les options essentielles. Une machine de base 25 pages par minute est suffisante dans une petite école et elle coûte jusqu'à 5 fois moins cher qu'une machine plus performante. La vitesse moyenne de 55-60 pages par minute est suffisante dans la plupart des établissements.



L'impression A3 est-elle vraiment indispensable ? C'est une option qui peut doubler le coût de la machine et qui est souvent peu voire pas utilisée. Il en est de même pour les options d'agrafage ou de pliage qui, en plus, provoquent plus de pannes. Privilégier les machines d'impression noir et blanc (N/B) qui sont plus économiques à l'achat et à l'usage. L'impression couleur est très difficile à piloter, coûte extrêmement cher (coût copie 10x supérieur à un coût copie N/B) et a un coût environnemental important. Nous recommandons une seule machine couleur dans le service administratif. Le deuxième, c'est de chercher à augmenter la durée de vie du matériel. Une machine peut fonctionner plus de 5 ans même si votre fournisseur vous propose de la changer (parce que c'est dans son intérêt). Pour cela, choisissez du matériel gamme "professionnel" avec des indices de réparabilité élevés et réalisez une maintenance préventive fréquente. Le troisième c'est d'accompagner les usages : sensibiliser à l'impact de l'impression, inviter les usagers à limiter les copies, privilégier le N/B, paramétrer les veilles des machines pour limiter la consommation d'énergie, etc.



Un arbre c'est entre 8 000 et 15 000 feuilles de papier.

Instaurer des quotas d'impression par enseignant : et si c'était une bonne idée ?

A [l'Institution Bayard de Grenoble](#), le numérique est de plus en plus utilisé. Pourtant, le nombre de copies ne diminue pas ... Une réflexion a été menée, en lien avec les équipes pédagogiques, pour limiter le nombre de copies. Le nombre de photocopieurs a été réduit. Une solution de gestion d'impression (Papercut) a été installée sur certains copieurs. Des quotas par enseignant, non-coercitifs et variables en fonction du nombre d'élèves et de l'utilisation de manuels scolaires, ont été instaurés. Pour Philippe Rolland, l'attaché de gestion, « ces quotas peuvent faire prendre conscience de l'impact environnemental et permettre de limiter les excès mais, comme ils ne sont pas coercitifs, ils ne sont pas un vrai frein. »



© Adobe Stock

Pourquoi ne pas accompagner la mise en place de quotas par des mesures incitatives ?

L'Institution Bayard réfléchit à des mesures incitatives pour accélérer la prise de conscience du personnel et aller vers plus de sobriété (ex : planter des arbres si les quotas sont collectivement respectés, etc.).

Rappelons que le nombre de photocopies de tous types de publications, pour des besoins pédagogiques, est limité au primaire et au secondaire.

Dans le primaire, le nombre de pages de copies de publications protégées distribuées à un élève ne peut excéder **80 pages par année scolaire**. Le Ministère de l'Education Nationale recommande d'utiliser des manuels scolaires et de solliciter davantage l'activité des élèves, en particulier pour tout ce qui relève

de la production écrite ou graphique. Dans le secondaire, selon le montant de la redevance acquittée par l'établissement au CFC¹, un élève peut recevoir au **maximum 100 ou 180 pages de photocopies** d'œuvres protégées de la part de l'ensemble de ses enseignants au cours d'une année scolaire.

¹Centre français d'exploitation du droit de copie



Récupérez et recyclez l'eau de pluie : c'est possible dans un établissement scolaire !

Les derniers épisodes de sécheresse, la diminution du niveau des nappes phréatiques, le changement du rythme des pluies sont des manifestations concrètes du changement climatique. Nous savons que nous allons devoir aller vers plus de sobriété en eau. C'est d'ailleurs un des axes stratégiques du plan Eau du gouvernement présenté par Emmanuel Macron en mars dernier. Mais que peut faire un établissement pour être sobre en eau ?

Suite à des travaux d'extension effectués à [Notre Dame des Oiseaux](#) de Verneuil-sur-Seine, l'eau de pluie est stockée dans une cuve de 5 à 6m² qui alimente les 18 sanitaires du lycée général. Pour M. Parisot, leur intéendant, *"les économies en eau potable sont immenses"*. En France, on estime que la consommation d'eau au sein d'un établissement scolaire est de 3 à 4m³ par élève et par an. Pour aller vers plus de sobriété en eau potable, une solution intéressante consiste à installer des récupérateurs d'eau de pluie à l'aval des toitures. L'eau de pluie peut ensuite être utilisée à l'extérieur (arrosage des espaces verts) ou à l'intérieur (chasses d'eau, lavage du linge...) des bâtiments. Pour Cédric Fontaine, spécialiste de la gestion des eaux de pluie : *"Aujourd'hui, un récupérateur d'eau de pluie est rentabilisé en 10-20 ans. Bien que cette durée soit assez longue, cela a du sens pour un bâtiment dont la durée de vie est bien plus longue et l'impact écologique d'une telle installation est évident. L'enjeu essentiel est de bien dimensionner les équipements. Sous-dimensionné, l'intérêt écologique et économique d'un récupérateur d'eau de pluie est limité. Surdimensionné, ce sont des surcoûts de chantier et un risque de dégradation de la qualité de l'eau stockée."*

Dimensionner votre installation de récupération d'eau de pluie avec un calculateur gratuit

Pour apporter sa contribution, le bureau d'études Fontaine Ingénierie propose un calculateur en ligne gratuit pour dimensionner en quelques clics votre installation de récupération des eaux de pluie. Rendez-vous sur le site internet du simulateur : www.la-banquise.com

© Adobe Stock



Attention : la récupération d'eau de pluie est aujourd'hui encadrée par un arrêté datant 2008 qui l'interdit à l'intérieur des écoles maternelles et élémentaires. Il est possible que le cadre réglementaire soit prochainement assoupli : à suivre !



Nous vous invitons à visionner un des [replay](#) de la journée Gestion 2022 qui traite ce sujet

Repenser l'occupation des locaux et optimiser leur utilisation

Maximiser l'utilisation des salles en recherchant la polyvalence et en augmentant leur taux d'occupation, pour beaucoup c'est une démarche d'optimisation financière. Mais c'est aussi une démarche de sobriété puisqu'il s'agit de faire une utilisation raisonnable des ressources (énergie, matériaux, terre, etc.) et ainsi de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Maximiser l'utilisation des locaux scolaires était le cheval de bataille de Jacques Mossaz, un ancien responsable de bureau d'études qui connaît particulièrement bien le secteur de l'Enseignement catholique. Et pour cause ! Un local scolaire utilisé 2 ou 8 heures par jour a presque le même coût (amortissement, assurance, entretien, etc.). Pour lui, c'est "un changement d'habitudes et de mentalité qui

„ C'est [...] une démarche de sobriété puisqu'il s'agit de faire une utilisation raisonnable des ressources.

doit s'opérer." A l'heure où l'immobilier pèse lourd dans le budget des Ogec et où des efforts sont attendus par l'ensemble de la société pour réduire notre consommation de ressources ainsi que nos

émissions de CO₂, rappelons qu'il est primordial, en amont de tout projet immobilier, de maximiser l'utilisation des salles en recherchant la polyvalence et en augmentant leur taux d'occupation.

Pour plus de détails et de conseils, consultez la fiche pratique "Immobilier : maximiser l'utilisation des salles dans un établissement scolaire" que vous trouverez sur Isidoor : <https://bit.ly/IsidoorOptEspace>

| Des hommes et des territoires

- 37 Le service civique : un succès qui se confirme
- 39 Le témoignage : le Cours Fénélon engagé vers plus de sobriété et de solidarité





Retrouvez les 5 mondes de l'Ugse sur 5 périodes, où des activités olympiques, des projets interdisciplinaires et des défis seront lancés.

Service civique : toujours autant de succès dans les territoires !

1 100 projets de missions dont, 45 projets d'accueil d'étrangers, ont été déposés par les établissements scolaires. Après étude par les commissions, 1 000 projets ont été acceptés. Si la bonne tendance des recrutements se confirme, nous devrions pouvoir accueillir 750 volontaires. 17 de nos fédérations territoriales ainsi que la fédération nationale vont accompagner ces établissements tout au long de l'année.

Focus sur l'axe sport

Les missions accomplies par les jeunes volontaires dans le cadre de l'axe dédié au sport contribueront à la solidarité et à l'inclusion, à l'éducation pour tous, à la santé, à la culture et aux loisirs, à l'environnement et à la transition écologique, ou encore à la citoyenneté. Ces missions sont de réels vecteurs des valeurs fondamentales portées par le service civique.

„ Mention particulière pour la thématique Sport avec 227 demandes déposés, soit 21% des projets !

Alors même que le pourcentage moyen habituel de l'engagement dans l'axe Sport tournait toujours autour de 10%, nous notons un vif succès cette année. Les 2 missions labellisées Génération 2024 ont

inspirés les établissements et celle proposée par l'Ugse "Faites vos jeux"¹ a permis de booster la thématique. Posters, soutien des comités Ugse, guides pédagogiques. Vous êtes prêts à vivre vos jeux !

¹La mission "Faites vos jeux" est particulièrement destinée au 1^{er} degré

Quels nouveautés ou fait marquants faut-il retenir ?

Les années se suivent et ne se ressemblent pas, même si le dispositif du service civique est mis en oeuvre dans l'Enseignement catholique depuis 2011. Les initiatives d'animation de nos partenaires, les formations des jeunes et des tuteurs, ou encore les nouveaux partenariats sont autant d'occasions de faire vivre le dispositif et de se renouveler.

Les formations

Les tuteurs sont formés via différents modules. Le 31 août, un webinar a notamment permis à 150 établissements de découvrir le rôle de tuteur pour mieux appréhender cette fonction. Plusieurs sessions nationales d'une journée, animées par l'Afocal, seront déli-

vrées à distance et ce, pour tous les territoires. Un groupe de tuteurs de volontaires étrangers sera également constitué et formé.

Appels à Manifestation d'Interet

Cette année plusieurs AMI, soutenus par le Ministère des Affaires Étrangères, les Nations Unies ou encore l'Agence du service civique

permettront aux établissements lauréats de recevoir des financements pour leur projet d'accueil : programme ENLAZENDO, Grande Muraille Verte, labelisation Jeunes et Nature, etc.

Renouvellement de l'agrément de service civique

Notre agrément prendra fin le 10 juin 2024. À l'occasion de son renouvellement, la fédération nationale présentera à l'Agence son compte rendu d'activité 2023¹.

Plateforme de gestion du service civique intégrée à Isidoor

Ce nouvel espace de travail collaboratif permettra de gérer les dossiers (projet-volontaire et leur suivi), et les échanges entre les établissements et les gestionnaires.

Portes ouvertes à l'institution Notre Dame de Chartres : Alba (Espagne) et Angel (Afrique Sud)



Retrouvez en vidéo le témoignage d'une volontaire brésilienne, Mélissa Camara

Découvrez Mélissa Camara dans le cadre d'une session d'animation autour du film *Stolen Fish* (Festival Alimentaire 2022) qui fédère des élèves de 4^{ème} en les invitant à se regrouper pour jouer au Jeu de la Pêche. [En savoir + et regarder la vidéo](#)

¹Le compte rendu d'activité 2022 est disponible sur le site internet de la Fédération nationale des Ogec : <https://www.fnogec.org/service-civique> (rubrique "Compte rendu d'activité")

Le Cours Fénelon : un établissement du Var résolument engagé vers plus de sobriété et de solidarité

Depuis 2015 et la publication de l'encyclique Laudato Si, le **Cours Fénelon** a considérablement changé sa manière d'acheter et de consommer. Il veut être acteur économique de son écosystème local, aller vers plus de sobriété, décarboner les énergies, etc. Nous avons rencontré Sébastien Resch, son DAF, et Roger Alibert, son président d'Ogec, pour qu'ils témoignent des projets qu'ils entreprennent.

Si on parle de votre vision des achats responsables : pourquoi cette nouvelle manière d'acheter et de consommer ?

Le cours Fénelon est une institution centenaire de Toulon et l'encyclique du pape Laudato Si a été une véritable prise de conscience de la nécessité de travailler sur notre responsabilité sociétale et environnementale. Comment le Cours Fénelon peut-il contribuer à un monde plus juste et plus respectueux de la planète ? La définition d'une politique d'achats est incontournable pour amorcer ce changement. Au Cours Fénelon, nous voulons être un réel acteur économique de notre écosystème, nous engager dans la transition énergétique, nouer des relations de confiance et de partenariat avec nos fournisseurs et nos prestataires, moins et mieux consommer. Les projets sont nombreux et certains vertigineux (ceux de rénovation énergétique par exemple

Cela demande beaucoup de temps et de l'énergie mais petit à petit, on arrive à changer les choses.

Vous avez beaucoup travaillé sur la restauration. Racontez-nous !

La restauration est une famille d'achats dont le changement peut avoir un impact fort en RSE et les leviers d'actions pour la rendre plus durable sont nombreux. Nous n'étions pas contents de la société avec laquelle nous travaillions depuis longtemps ; les mercuriales proposaient trop peu de produits locaux et bio. Il y a 5 ans, nous avons aidé un traiteur local avec lequel nous avions l'habitude de travailler à reprendre le restaurant sur place avec ses 11 salariés. Opération gagnante pour tous ! La qualité des repas est meilleure, le prix est inchangé depuis 5 ans (3-4€ TTC). Les enfants mangent plus de produits bio, les pâtes fraîches sont locales, le pain provient d'une boulangerie à 150 m (bilan carbone faible), etc. Pour maintenir le prix et limiter le gaspillage, nous avons limité les choix (1 seul plat est proposé) et introduit plus de protéines végétales. Un système de tri a également été mis en place ; les biodéchets sont ramassés plusieurs fois par semaine par les Alchimistes, une entreprise engagée qui valorise les déchets alimentaires en compost. Que de pro-

Nous voulons être un réel acteur économique de notre écosystème, nous engager dans la transition énergétique, nouer des relations de confiance et de partenariat avec nos fournisseurs et nos prestataires, moins et mieux consommer.

L'interview

grès et cela se sait ! Nous avons des demandes d'établissements scolaires voisins pour de la livraison de repas. Une prochaine étape ? Peut être.

Quels conseils donneriez-vous à d'autres DAF qui se lancent dans cette démarche ?

Il faut d'abord choisir ses combats et prioriser ses actions. Par ailleurs, si vous n'avez ni la compétence ni le temps, il vaut mieux recourir à des centrales d'achats. Nous réalisons par exemple 160k€ d'achats via [Le Cèdre](#) (marchés bâtiment, photocopieurs, dématérialisation, etc.). Collectivement et en participant au choix des fournisseurs, les adhérents du Cèdre peuvent aussi avoir des exigences fortes en matière de



RSE. C'est aussi important de créer et de développer un réseau de fournisseurs locaux. Pour favoriser le développement économique local, nous travaillons avec beaucoup d'artisans et de PME implantés dans le Var. Ces entreprises ont besoin de clients comme nos établissements pour se développer. Je conseille enfin de se mettre en relation avec d'autres DAF ou

attachés de gestion pour s'inspirer des bonnes pratiques des autres et échanger des bons plans.

Et concernant l'énergie, qu'avez-vous entrepris ?

Même si nous avons commencé des travaux (changer les 100 fenêtres par exemple), la crise énergétique de cet hiver nous a incités à accélérer notre transition. Notre volonté est de décarboner notre consommation d'énergie avec une visée de produire notre propre énergie avec des panneaux photovoltaïques, si possible avec des partenaires locaux. Nous avons mis fin au gaz, 4 bâtiments ont progressivement été équipés de pompes à chaleur. Avec la hausse du coût de l'énergie, nous mettons seulement 4 ans à rentabiliser un investissement dans une pompe à chaleur. Par ailleurs, en sensibilisant les élèves et toute la communauté éducative et en installant des radars dans les salles, nous avons fait 40% d'économies d'énergie cet hiver. Cette transformation demande du temps et de l'énergie mais elle est possible grâce à des personnes engagées, et nous avons cette chance au Cours Fénélon !

Il faut d'abord choisir ses combats et prioriser ses actions. [...]

Cette transformation écologique demande du temps et de l'énergie mais elle est possible grâce à des personnes engagées, et nous avons cette chance au Cours Fénélon !

Propos recueillis par Clarisse Walckenaer, chargée de mission à la Fédération nationale des Ogec, et Marion Ouldboukhitine, Content Manager au Cèdre

| Intercours

42 [La pause ludique]
Sudoku : défiez-vous !

44 [La pause spirituelle]
Prière méditative



Entrainement cérébral : saurez-vous résoudre ces grilles de sudoku ?

Règles du jeu

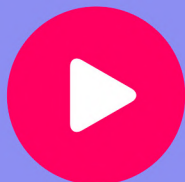
Un sudoku classique contient 9 lignes et 9 colonnes, soit 81 cases au total. Le but du jeu est de remplir ces cases avec des chiffres allant de 1 à 9 en veillant toujours à ce qu'un même chiffre ne figure qu'une seule fois par colonne, une seule fois par ligne et une seule fois par carré de 9 cases. Une vingtaine de chiffres sont placés, il vous reste à trouver les autres. Trois grilles pour trois niveaux de difficulté : facile, confirmé et expert.

6	1	3						9
		7		9			3	
			5			6	7	
		8	9	2	6	4	1	
		9			8	7	6	3
5		1	3	4	7		2	8
				6		1		7
7		5						
	9	6	7		5			4

8	9			7	2	5		1
5		7		3		6		
	6	3	5		9		2	7
3					7			
9				8		7		
		5				2		
			4	1	5		6	
	4			6				
						3		

		3		9	1			
8		1	7					
	2		3	4				
		5						
7		4			2	5		8
		9	5				6	
			9			4		
		7		5		6		3
3	4				7		1	

Journée SOCIALE²³



↘
VOIR
LES REPLAY



↘
**Une branche
qui joue
collectif**

📍 59 av. Mendes France
Paris 13



(Re)découvrez la Journée Sociale à votre rythme

Vous n'avez pas pu suivre la Journée Sociale du 4 octobre ? Vous avez manqué une conférence essentielle à l'accompagnement de vos enjeux sociaux et RH ? Rendez-vous sur la plateforme événementielle [FDO Live](#) pour revivre les conférences de cette journée dédiée à l'EPNL, une branche qui joue collectif !



Prière de la Lumière de Bethléem : Seigneur Ta parole est lumière sur notre chemin

Seigneur, Tu nous as donné une terre afin que nous ayons une maison pour vivre. Mais nous oublions trop souvent que nous devons veiller sur elle et que son équilibre est fragile. Donne-nous Ta lumière, Seigneur, et que du haut du ciel, elle éclaire la Terre. Seigneur, Tu nous as placé hommes et femmes sur cette Terre afin que nous vivions ensemble les uns avec les autres. Mais nous faisons de nos différences des frontières plutôt que des richesses, des peurs plutôt que des signes d'espérance. Donne-nous Ta lumière, Seigneur, et que du haut du ciel, elle éclaire

la Terre. Seigneur, Tu nous as donné le ciel et ses étoiles afin que lorsque nous nous perdons seuls dans la nuit, elles éclairent notre route pour revenir vers Toi. Donne-nous Ta lumière, Seigneur, et que du haut du ciel, elle éclaire la Terre. Seigneur, Tu es lumière du monde, permets-nous de l'accueillir et de la transmettre, Fais de nous, à notre tour, des porteurs de lumière sur cette Terre.

Merci pour Ta lumière, Seigneur, et que du haut du ciel, elle éclaire la Terre. Amen.

*Scouts et Guides de France & Éclaireuses
et Éclaireurs unionistes de France*